

Décision n° 03-1340
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 18 décembre 2003
transférant
l'attribution de ressources en numérotation à
la société AAMT
(numéro court 3242)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L.34-10 et L.36-7 ;

Vu le décret n° 96-1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu la décision n° 98-75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la décision n° 98-170 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 18 mars 1998 dédiant les numéros courts de la forme 30PQ et 31PQ à des services gratuits et les numéros courts de la forme 32PQ à des services divers modifiée ;

Vu la décision n° 02-478 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 18 juin 2002 attribuant des ressources en numérotation à la société Even Media ;

Vu le courrier de la société Even Media reçu le 1^{er} décembre 2003 ;

Vu le courrier de la société AAMT reçu le 10 décembre 2003 ;

Après en avoir délibéré le 18 décembre 2003 ;

Décide :

Article 1er - À compter du 1^{er} janvier 2004, l'attribution du numéro court 3242 est transférée de la société Even Media (Siren : 384 529 665) à la société AAMT (Avenir Audiotel Multimédia et Télécommunications) (Siren : 409 052 651) pour un portail généraliste donnant accès à des services d'astrologie, de voyance et de tarologie, dans les conditions fixées par la décision n° 98-170 du 18 mars 1998 susvisée.

Article 2 - La société AAMT acquitte, pour le numéro court attribué à l'article 1^{er}, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L.34-10 du code des postes et télécommunications, le numéro court attribué à l'article 1^{er} ne peut pas être protégé par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Il est incessible et ne peut faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 - Au 31 janvier de chaque année, la société AAMT adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective du numéro court attribué.

Article 5 - Le chef du service Opérateurs et ressources de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur.

Fait à Paris, le 18 décembre 2003

Le Président

Paul Champsaur